

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL N° D1i-2026-447 DE MESURES D'URGENCE

**Concernant les installations exploitées par société VIVESCIA
dont le siège social est situé 2 Rue Clément Ader 51100 REIMS
exploitant un silo au Port Colbert à 51100 REIMS**

Le Préfet de la Marne

Vu le Code de l'environnement, notamment ses articles L511-1, L-512-20, L.514-8 et R.512-69 ;

Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du Code de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 modifié relatif à la prévention des risques présentés par les silos de céréales, grains et produits organiques dégageant des poussières inflammables ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 90-A-88-IC du 13 avril 1990 autorisant la Société Vivescia (anciennement SICA-SCA Malteurop) à poursuivre l'exploitation d'un silo situé Port Colbert sur la commune de Reims ;

Vu les arrêtés préfectoraux complémentaires n° 2004-APC-80-IC du 13 mai 2004 et n° 2008-APC-157-IC du 21 octobre 2008 ;

Vu les informations transmises par l'exploitant le 19 mai 2026 et les échanges avec l'inspection des installations classées suite à la rupture d'une cellule d'un silo ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées du 22 mai 2026 faisant suite à la visite d'inspection du 21 mai 2026 réalisée sur le site du silo Port Colbert à Reims suite à la rupture de la cellule C11 le 19 mai 2026 ;

Vu la nécessité de prévenir tout risque de ruine partielle ou totale des ouvrages et de garantir la sécurité des personnes et des biens ;

Vu le projet d'arrêté de mesures d'urgence porté à connaissance de l'exploitant et de l'absence d'observations en retour ;

Considérant que la société Vivescia a déclaré le 19 mai 2026 un incident survenu sur son établissement de Reims Port Colbert;

Considérant que le silo Port Colbert est constitué de deux tranches de cellules de stockage indépendantes, tranche 1 des cellules C1 à C34 et tranche 2 des cellules C7 à C42 ;

Considérant que cet incident, à savoir la rupture de la cellule 11 de la tranche 2 du silo, a conduit à un épanchement de grains sur la plateforme, à des désordres structurels affectant les installations attenantes, ainsi qu'à l'arrêt de celles-ci ;

Considérant que l'exploitant a mis en œuvre des mesures propres à traiter cet événement en lien avec les services de l'État, à savoir :

- l'arrêt total des installations ;
- la sécurisation et la surveillance de l'accès au site et au silo ;
- la réalisation d'un audit des structures en béton du silo par un expert ;

Considérant que la rupture de la paroi de la cellule C11 peut être de nature à engendrer des effets domino sur les cellules et installations à proximité ;

Considérant, dès lors, qu'il convient dans l'attente du rapport de l'expert en structures béton, de prescrire des mesures conservatoires afin de garantir la sécurité des installations et des tiers ;

Considérant qu'il convient d'encadrer toute modification ou la remise en service de l'installation impactée par l'accident ;

Considérant par ailleurs que la structure de la tranche 1 du silo, indépendante de la tranche 2, n'a pas été impactée par cet incident et que son fonctionnement peut être maintenu ;

Considérant que l'article L 512-20 du Code de l'environnement dispose qu'en vue de protéger les intérêts visés à l'article L. 511-1, le préfet peut prescrire la réalisation des évaluations et la mise en œuvre des remèdes que rendent nécessaires soit les conséquences d'un accident ou incident survenu dans l'installation, soit les conséquences entraînées par l'inobservation des conditions imposées, soit tout autre danger ou inconvénient portant ou menaçant de porter atteinte aux intérêts précités ;

Considérant que le délai de réunion du CODERST pour la présentation préalable de cet arrêté n'est pas compatible avec l'urgence de sécuriser le site ;

Sur proposition de Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Grand Est.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : RESPECT DES PRESCRIPTIONS

La société Vivescia dont le siège social est situé 2 Rue Clément Ader, est tenue de respecter, pour les installations qu'elle exploite Port Colbert sur le territoire de la commune de Reims, les dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 2 : MESURES IMMÉDIATES CONSERVATOIRES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maîtriser et circonscrire les phénomènes dangereux intrinsèques à l'incident du 19 mai 2026, en lien avec les services d'incendie et de secours et l'inspection des installations classées.

Article 2.1 - Mise en sécurité des installations

L'utilisation des cellules de la tranche 2 du silo est suspendue dans l'attente de la réalisation des prescriptions des articles suivants du présent arrêté.

Seules les opérations nécessaires à la mise en sécurité des installations impactées de la tranche 2 du silo sont autorisées. Elles sont conduites avec toutes les précautions utiles afin d'éviter un sur-accident, et font l'objet d'une information préalable accompagnée des éléments d'appréciation, à l'Inspection des installations classées avant mise en œuvre.

Afin de garantir la sécurité des installations et de prévenir tout risque de dégradation structurelle supplémentaire de la tranche 2 du silo, l'exploitant fait réaliser, par un organisme compétent et indépendant spécialisé dans les structures en béton, une expertise portant sur l'intégrité des cellules de la tranche 2 du silo.

Les conclusions de cette expertise sont transmises à l'inspection des installations classées selon les modalités définies à l'article 3 du présent arrêté.

Article 2.2 – Maintien en exploitation de la tranche 1

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour maintenir opérationnel le fonctionnement de la tranche 1 du silo, tout en garantissant la maîtrise des risques accidentels sur son site.

Il met en place les mesures compensatoires nécessaires afin que l'exploitation de la tranche 1, ainsi que des équipements ou ouvrages communs aux tranches 1 et 2, ne soit pas susceptible d'aggraver les désordres constatés et de porter atteinte à la sécurité des installations et des tiers.

Article 2.3 – Accès aux installations

Les accès à l'établissement sont fermés en permanence ou surveillés et seules les personnes autorisées par l'exploitant, et selon une procédure qu'il a définie, sont admises dans l'enceinte du site. Au besoin, l'exploitant assure un gardiennage du site jusqu'à la sécurisation totale des installations.

Article 2.4 – Conservation des données

L'exploitant conserve toute les données et informations en lien avec l'évènement à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3 : REMISE EN SERVICE

La remise en service de tout ou partie des installations placées à l'arrêt consécutivement à l'incident du 19 mai 2026 fait l'objet d'une information préalable de l'inspection des installations classées, précisant la nature des installations concernées, les modalités de remise en service, ainsi que les mesures de sécurité, spécifiques ou non, mises en place en matière de prévention et d'intervention en cas d'accident.

Dans le cadre de la restauration des installations endommagées, il justifie de la faisabilité technique de la solution retenue via un rapport transmis à l'inspection des installations classées, instruit et validé avant remise en service des installations.

En tout état de cause, il élabore et transmet à l'inspection des installations classées, avant la réalisation des travaux, un rapport à porter à connaissance conforme à l'article R.181-46 du code de l'environnement, détaillant les dispositions constructives des nouvelles installations permettant d'intégrer le retour d'expérience de l'incident du 19 mai 2026. Il définit un plan de suivi et de maintenance de ces installations.

ARTICLE 4 : REMISE DU RAPPORT D'INCIDENT

Dans un délai de 15 jours à compter de la date de l'incident, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport d'accident conformément à l'article R.512-69 du Code de l'environnement qui précise les circonstances et la chronologie de l'événement, les causes et les conséquences de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, et les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident similaire.

L'exploitant transmet ensuite à l'inspection des installations classées toute nouvelle information relative à l'incident recueillie après la remise de ce rapport.

ARTICLE 5 : RESPONSABILITÉ DE L'EXPLOITANT

Conformément aux dispositions de l'article L. 514-8 du Code de l'environnement, tous les frais occasionnés par la gestion de l'accident sont à la charge de la société Vivescia.

ARTICLE 6 : DISPOSITIONS

Les dispositions ou échéances des articles ci-dessus sont applicables à compter de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 7 : RECOURS

Conformément à l'article L 514-6 du code de l'environnement, cette décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. En application de l'article R 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Reims, soit par courrier, soit par le biais du site téléprocédures www.telerecours.fr :

1° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

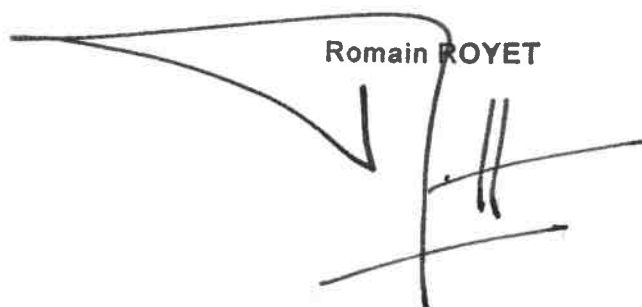
des installations classées sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une ampliation sera adressée pour information à Monsieur le sous-préfet de l'arrondissement de Reims, à le directeur départementale des Territoires, ainsi qu'à Monsieur le Maire de la commune de REIMS qui en donnera communication au conseil municipal.

Notification en sera faite à Monsieur le directeur de la société VIVESCIA à REIMS.

Châlons-en-Champagne, le 22 mai 2026

Le Préfet de la Marne,

Romain ROYET

A handwritten signature in black ink, consisting of a large, sweeping initial 'R' followed by the name 'ROYET' in capital letters. The signature is written over a horizontal line.

